

« En Wallonie, la réussite est souvent jaloussée »

Entre le Standard, qui vient de remporter la Coupe de Belgique, et Lampiris, qui se cherche un partenaire, le cœur de Bruno Venanzi balance.

Très décontracté, le président du club principautaire Bruno Venanzi nous a reçus dans son bureau chez Lampiris, la société qu'il a créée de toutes pièces il y a douze ans avec Bruno Vanderschueren.

Où étiez-vous le jour des attentats ?

J'étais chez moi en train de faire ma revue de la presse, comme tous les matins. En zappant, sur une chaîne d'info, j'ai d'abord vu qu'il y avait peut-être eu une explosion ou un attentat à Zaventem puis un autre dans le métro.

Que vous êtes-vous dit ? Que ça devait bien arriver un jour ?

Egoïstement, je me suis d'abord demandé s'il n'y avait pas de victimes chez nous comme il y en avait eu une lors des attentats de Paris. Ce qui nous avait beaucoup marqués. Pour le reste, on savait qu'il y avait des risques puisque nous avions été avertis pour l'organisation de matchs de football depuis les attentats de Paris. On travaille beaucoup sur les aspects sécuritaires avec le bourgmestre de Liège. Il y a toujours des risques que quelqu'un meure, mais quand ça arrive, on ne s'y attend jamais et c'est toujours l'effarement.

Aucun terroriste ne vient de Liège, parce que l'intégration se fait autrement qu'à Bruxelles ?

Il ne faut pas fanfaronner, parce que ce n'est pas le cas.

Mais il y a peut-être des raisons ?

Sur le fond peut-être, mais il y a peut-être aussi des circonstances particulières. Il y a eu Verviers quand même... Mais je pense qu'il ne faut pas se réjouir de ce genre de choses. Il faut plutôt voir ce qu'on peut faire pour continuer à prévenir ce genre de risques. Et travailler sur le fond en termes d'intégration. Il y a des risques partout. Je ne vais pas faire trop de parallèles avec le monde du football, mais le mieux c'est de toujours agir en amont. Parmi les supporters du Standard, il y a le noyau dur des Ultras. Ils se déclarent ouvertement antiracistes et antifascistes. C'est important. Si ça pouvait être fait ailleurs, ce serait pas mal. C'est là-dessus qu'il faut travailler, même si je ne crois pas que c'est ça qui va empêcher le terrorisme. Je suis moi-même fils d'immigré, venant d'une génération qui a peut-être connu une intégration plus facile que celles qui ont suivi. C'est en luttant contre tous les extrémismes qu'on pourra faire davantage de prévention. Je crains que nous devions encore vivre quelques années avec des craintes d'attentats comme certains pays y sont déjà confrontés.

Des choses doivent changer en Bel-

gique ?

On a toujours du mal à dire la responsabilité, en Belgique comme ailleurs. Les différents niveaux de pouvoir en Belgique n'arrangent rien. C'est malheureusement un réflexe humain de dire : « C'est pas moi, c'est l'autre. » Cela dit, plus il y a de niveaux de pouvoir, plus il y a des décisions fragmentées. Et plus on a des difficultés à établir des responsabilités. Qui prend les décisions ? Qui en assume les responsabilités ? Qui est coupable en cas de problème ? C'est facile de pointer une personne du doigt. C'est facile de dire après que c'est la faute du service francophone bruxellois qui n'a pas traduit et envoyé une note à temps à son

équivalent néerlandophone. Ou qu'untel n'avait pas l'autorisation pour recevoir des alertes sur son smartphone après 17 h... C'est ce qu'on entend souvent. Et si on n'arrive pas à améliorer les choses, il faut en tirer les conclusions. Comme avec BeAlert qui n'a pas fonctionné.

Plusieurs patrons flamands ont dit que la Belgique était trop compliquée. On n'entend pas les patrons wallons...

Sur le fond, les remarques de Christian Van Thillo sont correctes et pertinentes. Il faut trouver ce qui ne fonctionne pas, accepter les erreurs et mettre des choses en œuvre pour que cela change.

En tant que patron d'entreprise aussi, vous trouvez qu'il y a des choses à simplifier ?

Bien sûr. Prenons le cas du marché de l'énergie que je connais bien. C'est extrêmement compliqué dans un tout petit pays comme la Belgique où ce marché est régionalisé. Un électron ne connaît pas les frontières, mais il n'est plus tout à fait le même en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Pourquoi ? Parce que la législation est différente. Pour pouvoir vendre dans tout le pays, il faut trois licences différentes. Quand nous avons demandé nos licences en 2005, ils ne savaient pas ce qu'ils devaient nous donner comme réponse. Les trois régulateurs régionaux (il y a aussi un fédéral en plus, la Creg !) se sont réunis pour savoir quelle suite ils allaient réserver à

Lampiris. Pourquoi régionaliser s'il faut réunir les trois opérateurs pour se décider ? Certaines choses sont régionalisées au niveau de l'énergie, d'autres pas... Ce qui donne quatre niveaux de pouvoir. La libéralisation OK, mais quelle complexité en Belgique ! Je ne suis pas contre la régionalisation si elle est synonyme de simplification, pour les entreprises et pour les citoyens.

Au niveau wallon, ça se passe mieux qu'avant ?

Oui, mais est-ce que ça passe mieux

parce qu'on connaît mieux les personnes dans les administrations ? Ou parce qu'on connaît mieux les rouages administratifs ? Je ne sais pas. L'envie de progresser, elle est là, on la sent au niveau politique et au niveau du monde de l'entrepreneuriat. Je suis aussi président du réseau Wallonie entreprendre qui aide les jeunes entrepre-

neurs par parrainage. Nous recevons de plus en plus de demandes. La dynamique est bonne. Elle est stimulée en partie par des aides gouvernementales. Je sens une envie de progresser. Maintenant, cette envie n'est pas toujours suffisamment structurée.

Les plans Marshall ? Les pôles de compétitivité ?

C'est une bonne idée et pertinent. Il y a même des entrepreneurs flamands qui aident ces pôles de compétitivité à se mettre en place. La dynamique est bonne. Le problème, c'est que les résultats doivent être mesurés sur du moyen et long terme. Or, le monde politique préfère des résultats à court terme. Ce qui est regrettable et c'est un problème de notre démocratie aujourd'hui. Quand il y a trop d'élections à différents niveaux de pouvoir, ce n'est pas bon. C'est un peu plus calme ces deux dernières années heureusement.

Si vous étiez ministre-président wallon, quelle serait votre première décision ?

Pour le monde de l'entreprise, ce serait de faciliter l'entrepreneuriat et d'arrêter de stigmatiser l'entrepreneur. Il y a une grosse différence d'image à ce niveau entre la Wallonie et la Flandre. Un entrepreneur qui a créé son entreprise est bien vu en Flandre ; en Wallonie ce n'est pas encore le cas. Les réussites sont souvent jaloussées alors qu'elles devraient être mises en avant.

Il y a toujours cette connotation négative, même si ça change un petit peu dans le bon sens ces derniers temps. Or, le moyen le plus facile de créer de l'emploi, c'est de créer des entrepreneurs. Bref, si j'étais ministre-président je ferais en sorte de mieux soutenir le monde de l'entrepreneuriat ; notamment la simplification administrative.

Le projet de tram à Liège, par exemple ?

Voilà un projet indispensable pour la mobilité et les problèmes de pollution à Liège. Un très beau projet de transport en commun entre Sclessin et Coronmeuse. On a la possibilité de le faire avec un projet mobilisateur et sur le-

quel tout le monde est d'accord au niveau politique et économique. Les démarches sont entreprises, mais manifestement les dossiers n'ont pas été traités correctement puisqu'ils ont été refusés plusieurs fois par l'Union européenne. Le chantier de préparation a commencé sans savoir exactement où on allait. Et puis, on fait marche arrière. Plusieurs entrepreneurs étaient prêts et avaient engagé des gens pour ce chantier. Des appels d'offres ont été lancés. Et d'un coup, on leur dit qu'on va devoir recommencer les procédures. Des dédommagements sont prévus mais, franchement, c'est tout de même regrettable de ne pas avoir su gérer correctement un tel dossier dès le départ !

A qui la faute ?

Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est qu'au lieu d'avoir des trams en 2018, il n'y en aura pas avant 2022. C'est-à-dire quatre ans de pollution supplémentaires, quatre ans de travaux en plus, etc.

Les forces vives liégeoises, un panier de crabes ?

Quand on regarde Liège il y a vingt ans et Liège aujourd'hui, l'évolution est très positive. On peut toujours regretter que

ça n'aille pas plus vite, mais les infrastructures sont meilleures et c'est une ville dynamique avec un opéra, des clubs de football – surtout un –, des festivals de musique, des salles de concerts, etc. La qualité et la propreté du centre-ville se sont nettement améliorées. Trente pour cent des abonnés de l'opéra sont néerlandophones. Au Standard, c'est 28 %. Le marché de la Batte attire beaucoup d'étrangers. Tout cela est positif. Quand je vois Maastricht, je me dis qu'on peut encore améliorer pas mal de choses.

Au niveau politique, vous vous situez où ?

Je n'ai pas de carte de parti. Pour l'entrepreneuriat, je suis plutôt libéral. Pour le côté environnemental, j'ai des idées plutôt écologistes et pour tout ce qui est mixité sociale et intégration, je serais plutôt socialiste. J'aime bien pêcher un peu partout.

Difficile de faire sans les socialistes à Liège...

Contrairement à ce qu'on croit, beaucoup de politiciens – même s'ils ne l'affirment pas toujours – arrivent à sortir de leurs idées politiques de base. Il y a

moyen d'avoir des conversations avancées sur l'entrepreneuriat avec des socialistes. Il y a souvent une différence entre la politique de façade et celle de terrain. C'est ce que j'ai appris ces dernières années.

Comme avec l'impôt sur la fortune ?

Je ne suis pas nécessairement contre, pour autant qu'il ne soit pas excessif, n'incite pas tous les entrepreneurs à changer de pays, qu'il soit proportionnel et que l'argent soit utilisé correctement.

La guerre des bassins entre Charleroi et Liège, ça existe toujours ?

Il n'y aura jamais de fusion entre les deux clubs de foot comme il y a eu une entre Cockerill et Sambre, mais il y a encore une rivalité à différents niveaux. Si cette rivalité permet un nivellement par le haut, je suis à 200 % pour. Lors de matchs entre les deux clubs, les deux stades sont remplis et l'ambiance est électrique. Pour autant que le foot reste une fête, c'est positif. Si c'est pour se retrouver tous les deux en PO2, nous sommes tous les deux perdants. ■

MATHIEU COLINET
et PHILIPPE DE BOECK

football « Une sécurité optimale dans les stades, cela n'existe pas »

Alors que le risque terroriste menace, est-il possible d'assurer la sécurité dans les stades ? Ils pourraient constituer des cibles puisque des foules importantes s'y rassemblent.

Assurer la sécurité autour de chaque rassemblement de masse, ce n'est pas possible malheureusement. Je crois qu'il faut pouvoir le reconnaître. On prend toutes les mesures possibles pour que quelqu'un ne puisse pas entrer avec une ceinture d'explosifs par exemple. Cela étant, je ne peux pas vous dire que c'est impossible. Certains parviennent en effet à passer avec des fumigènes, des pétards... Cela reste des rassemblements de masse...

Est-ce qu'avant chaque match, vous songez à ce risque ?

C'est inévitable. On ne peut pas ne pas y penser ! Et après chaque attentat, on y pense encore davantage. On sait par ailleurs très bien qu'une sécurité optimale, c'est-à-dire assurée à 100 %, cela n'existe pas. Même en Israël. Il peut toujours y avoir des attentats.

Faut-il encore renforcer les mesures de sécurité ? Faut-il en arriver à mettre des détecteurs de métaux, par exemple, à l'entrée des stades ?

Si l'on en met devant un stade, il faut en mettre à plein d'autres endroits. Devant l'entrée des stations de métro, devant certains arrêts de bus, devant les salles de concerts, devant les amphithéâtres des universités, devant les églises. Est-ce vraiment réalisable ? Je ne pense pas.

Avant de reprendre le Standard, vous attendiez-vous à vivre une première saison compliquée comme celle que vous venez de vivre ? Avec des joies, certes, mais aussi des déceptions.

J'avais sous-estimé certains aspects médiatiques, à savoir par exemple la guerre qui peut exister entre groupes de presse dans la pêche à l'information. Quand vous lancez une information de la manière qui n'est certes pas la plus pertinente...

Vous évoquez là l'affaire du joueur qui aurait payé l'ancien entraîneur du club pour jouer ?

Oui. J'ai fait erreur. Lorsque je l'ai appris, je me suis directement douté que cela allait sortir dans la presse. J'ai donc préféré communiquer moi-même à ce sujet. C'était une première erreur, née chez moi d'une volonté de transparence. Et puis, j'ai communiqué sur cette affaire dans un média (l'émission « Carrément Steph » de Stéphane Pauwels, NDLR) qui est, disons, jalouse. De là est née une surenchère médiatique...

Cela vous a-t-il fait douter des vertus de la transparence ?

Non, je veux continuer avec cette transparence. Désormais, je fais plus attention à certaines de mes déclarations. Je veille aussi à mieux choisir les médias et à m'adresser soit à tous soit à aucun.

Au cours de la saison, certains ont

parfois avancé que vous ne seriez pas encore complètement propriétaire du club ? Qu'en est-il ? Quel était le mon-

tage financier autour de ce rachat ?

J'ai racheté le club à 99,99 %. Il reste trois actionnaires historiques.

A quel prix avez-vous racheté le Standard ?

A un prix qui est confidentiel. Il y a eu une réduction de capital préalable de Roland Duchâtelet qui m'a permis de racheter le club 10 millions moins cher. Sinon, je n'aurais pas eu l'argent.

Roland Duchâtelet n'a désormais plus rien à voir avec le club, ni directement ni par l'entremise d'une filiale ?

Non.

Quels devraient être les résultats financiers alors que cette première saison touche doucement à sa fin ?

Au départ, il y avait une masse salariale importante. On a pu la diminuer et puis réaliser quelques transferts. Fin de saison, on devrait donc atteindre l'équilibre. Et ce, malgré le fait que nous ne soyons pas en Playoffs 1. La victoire en Coupe de Belgique nous a permis de compenser. Mais, comme après toute reprise, cette première saison n'a pas été simple. Il faut du temps pour développer un organigramme, voir en quelles personnes on peut avoir confiance. Dans le milieu économique, on travaille avec des business plans auxquels on se fixe. Dans le football, après trois défaites, tout peut être remis en question.

Vous êtes supporter du club depuis de nombreuses années. En devenant en plus le président, est-ce que c'est simple ?

J'essaie de distinguer les deux. Pour le faire au mieux, je me suis entouré. Bruno Vanderschueren, avec qui j'ai créé Lampiris, m'a notamment rejoint. Durant un match, vous pouvez me voir râler sur des décisions arbitrales. Après un match, jamais je ne discuterai de décisions arbitrales. ■

Propos recueillis par
Ph.Db. et M.C.

Lampiris « Une fusion avec un partenaire, plutôt privé, avant la fin de l'année »

Gérer Lampiris et le Standard, n'est-ce pas trop pour un seul homme ?

Chez Lampiris, nous avons engagé un CEO depuis l'augmentation de capital (2013). Je suis encore administrateur et actionnaire mais je n'ai plus de responsabilité opérationnelle.

Plus chouette de gérer le Standard ?

Cela dépend des moments... Non, c'est chouette. Lampiris reste la société que nous avons créée, Bruno Vanderschueren et moi. Nous ne sommes plus actionnaires qu'à 30 % chacun au lieu de 50 % au début. Mais nous restons majoritaires. Il y a aussi beaucoup d'émotionnel dans Lampiris. Le Standard, c'est ma passion depuis que je suis né. La différence, c'est qu'on ne va jamais remettre tout en cause chez Lampiris semaine après semaine alors qu'on a parfois tendance à vouloir le faire au Standard ; ce qui est une erreur.

Les beaux jours de la libéralisation sont terminés ?

Le marché de l'énergie évolue. La croissance très forte de ces dernières années en Belgique, c'est terminé. Les différences de prix avec les fournisseurs historiques ne sont plus ce qu'elles étaient. On arrive à 15 à 20 euros sur un an. Les gens changent moins, c'est normal. Le marché bouge et nous évoluons de plus en plus vers des services qui facilitent la vie des clients : entretien de chaudières, travaux d'isolation, commandes de bois de chauffage, etc. C'est là que le marché devient intéressant. Et le marché se consolide aussi. Il n'y a plus beaucoup de marges, c'est un marché de volume. Ce qui signifie diminution de coûts. Par un rapprochement entre deux

fournisseurs, par exemple. Lampiris se dirige vers ça et nous avons des discussions avancées avec plusieurs partenaires potentiels.

Pour une fusion ?

Nous sommes plutôt dans ce process-là. Les discussions vont aboutir dans les prochains mois.

Encore en 2016 ?

Oui.

Plutôt belgo-belge ?

C'est encore un peu tôt pour le dire...

Des négociations avec plusieurs partenaires du même secteur ?

Du même domaine.

Privé ou public ?

Plutôt privé...

La Belgique n'a toujours pas de politique énergétique. Regrettable ?

On en revient à ce qu'on disait au début... Ce pays est tellement morcelé qu'il est difficile d'avoir une politique commune. On l'a vu avec les centrales nucléaires. On ne sait toujours pas ce qu'on va en faire.

La prolongation de certains réacteurs, un cadeau à Electrabel ?

Un cadeau à court terme. Si on ne prévoit pas de moyens à long terme, ce sera un cadeau empoisonné. Sauf si l'Etat s'engage à démanteler les centrales et à payer une partie. En France, ils ont commencé à le faire pour une centrale il y a quinze ans et ce n'est toujours pas terminé. Ce que j'attends du gouvernement, c'est de prévoir l'après-nucléaire. De nouveaux projets nucléaires, ce serait un très mauvais in-

vestissement. Aujourd'hui, je lis que c'est dangereux au niveau de la protection et de la sécurité, alors qu'on nous a prétendu tout le contraire pendant trente ans.

Et le renouvelable ?

Il faut investir dans un mixe énergétique, avec du renouvelable et d'autres types de production. En Belgique, on n'a pas les ressources naturelles suffisantes pour faire du renouvelable à 100 %. On peut envisager des interconnexions avec d'autres pays qui en ont assez. Et investir

dans des centrales qui vont pouvoir gérer les intermittences du renouvelable. Les consommateurs ne sont pas encore prêts à se passer d'électricité quand il n'y a pas de vent. Quand on pourra stocker l'électricité, ce sera différent. Je roule en hybride, mais je n'ai pas encore de système intelligent pour recharger ma batterie quand le prix de l'énergie est le plus bas ou que le vent souffle la nuit. C'est vers cette gestion intelligente que le marché doit évoluer. ■

Propos recueillis par
M.C. et Ph.Db.